

ANALYSE DÉTAILLÉE
DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC
PORTANT SUR LE RAPPORT PRÉÉLECTORAL
2022

SOMMAIRE DE NOS TRAVAUX

LES HYPOTHÈSES RETENUES ET LES PRÉVISIONS RELATIVES AU CADRE FINANCIER ET À LA DETTE SONT PLAUSIBLES POUR LES ANNÉES 2022-2023 À 2024-2025.

L'incertitude entourant ces prévisions est toutefois très élevée compte tenu notamment de la flambée de l'inflation qui engendre le resserrement des politiques monétaires tant à l'échelle mondiale qu'à l'échelle canadienne, de la guerre en Ukraine et des effets persistants de la pandémie partout sur la planète.

Nos travaux sur la plausibilité nous permettent de conclure que globalement :

- 1** Les **prévisions économiques et financières** constituent une base adéquate à partir de laquelle sont effectuées les prévisions des revenus, des dépenses et de la dette du gouvernement. Les prévisions sont cohérentes entre elles et, s'il y a lieu, comparables avec celles obtenues d'autres instances.
- 2** Les **prévisions des revenus** tiennent compte notamment des plus récentes statistiques fiscales, des prévisions économiques, des mesures budgétaires annoncées, des lois en vigueur et des ententes signées avec le gouvernement du Canada.
- 3** Les **prévisions des dépenses** incluent l'ensemble des mesures budgétaires annoncées ainsi que le financement nécessaire pour reconduire les activités et les programmes de l'État. Il existe toutefois un risque que certaines dépenses ne puissent se réaliser à la hauteur prévue, entre autres en raison de la rareté de la main-d'œuvre.
- 4** Le **surplus comptable** pourrait être supérieur aux prévisions, ce qui améliorerait le **solde budgétaire** d'autant, si les risques économiques ne se concrétisent pas et si le gouvernement ne peut réaliser toutes les dépenses prévues.
- 5** Les **prévisions de la dette** brute et de la dette représentant les déficits cumulés sont plausibles. Elles tiennent compte des facteurs de croissance tels que le surplus pour la dette brute et la dette représentant les déficits cumulés ainsi que des investissements en immobilisations du gouvernement pour la dette brute.

L'information présentée dans le rapport préélectoral est **compréhensible, pertinente et comparable**. Dans l'ensemble, elle renseigne adéquatement le lecteur sur la situation économique et financière du Québec. Toutefois, certains aspects de la présentation de l'information pourraient être améliorés, comme le classement de certaines dépenses.

MARGES DE PRUDENCE : 7,0 G\$, ou 4,85 G\$ après reclassement

Pour 2022-2023 : 2,2 milliards de dollars

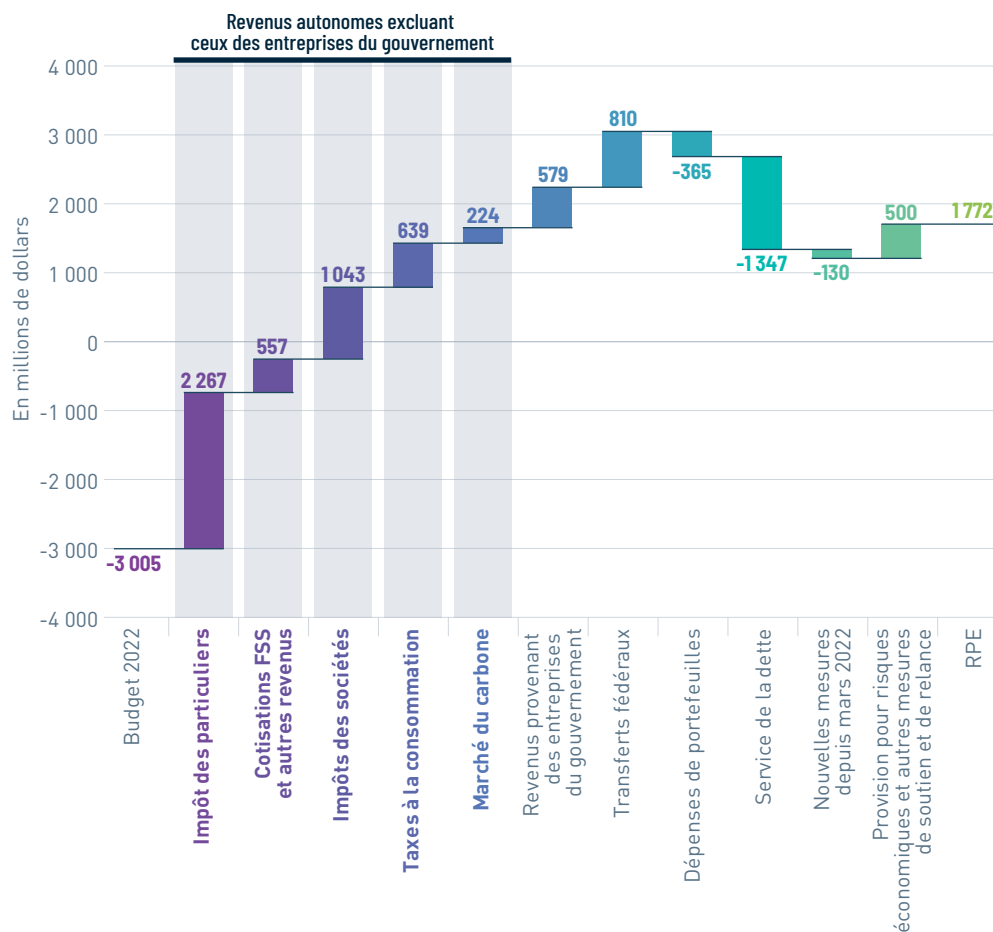
- Dont 2,0 milliards de dépenses prévues principalement en lien avec la COVID-19 qui devraient plutôt être présentées comme des dépenses de portefeuilles. Par conséquent, les marges s'élèvent en réalité à **0,2 milliard de dollars. Jugées raisonnables.**

Pour 2023-2024 et 2024-2025 : 4,8 milliards de dollars

- Dont **2,4 milliards en 2023-2024** et **2,25 milliards en 2024-2025** après le reclassement de 150 millions. Ces marges sont **jugées pertinentes** compte tenu du **niveau d'incertitude très élevé quant à la situation économique**. Elles pourraient toutefois s'avérer trop élevées ou encore insuffisantes.

Incertitude inhabituellement élevée : il aurait été utile, à l'instar d'autres institutions, de présenter un scénario alternatif permettant d'estimer l'incidence potentielle de la matérialisation des principaux risques actuels sur les perspectives économiques et sur le cadre financier.

RÉVISIONS POUR 2022-2023 DEPUIS LE BUDGET DE MARS



Ces révisions s'appliquent aussi au solde budgétaire, qui est passé de -6 450 M\$ à -1 656 M\$ avant l'utilisation de la réserve de stabilisation et en tenant compte de la révision à la hausse de 17 M\$ des versements au Fonds des générations.

Source : MFQ.

DÉTAIL DE NOS CONCLUSIONS

Nos conclusions, le détail de nos travaux et les facteurs d'incertitude à considérer sont présentés dans un rapport qui traite distinctement des différentes prévisions du rapport préélectoral, soit les prévisions économiques, celles des revenus et des dépenses, et celles de la dette et des objectifs de réduction de la dette. Ce rapport présente aussi notre conclusion sur la présentation et l'exhaustivité de l'information contenue dans le rapport préélectoral. Notre examen ne fournit pas d'assurance sur les résultats qui seront atteints avec les sommes prévues dans le cadre financier, en matière de qualité et de quantité des services aux citoyens.

Conclusions du Vérificateur général du Québec quant à la plausibilité du cadre financier ajusté (en millions de dollars)

	2022-2023	2023-2024	2024-2025	CONCLUSIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
	Prévisions	Prévisions	Prévisions	
Revenus				
Impôt des particuliers	43 414	45 272	46 660	●
Cotisations pour les services de santé	7 784	7 964	8 187	●
Impôts des sociétés	11 925	11 867	12 803	●
Impôt foncier scolaire	1 048	1 106	1 187	●
Taxes à la consommation	27 345	28 140	29 006	●
Droits et permis	5 518	5 494	5 544	●
Revenus divers	11 629	12 450	13 061	●
Entreprises du gouvernement	6 207	6 688	7 040	●
Revenus autonomes	114 870	118 981	123 488	
Transferts fédéraux	29 600	29 631	29 921	●
Total des revenus	144 470	148 612	153 409	
Dépenses				
Dépenses de portefeuilles	-132 509	-134 934	-138 538	▼
Service de la dette	-10 189	-9 000	-9 888	●
Total des dépenses	-142 698	-143 934	-148 426	
Provision pour risques économiques et autres mesures de soutien et de relance	–	-2 000	-1 850	
Surplus	1 772	2 678	3 133	▲
Loi sur l'équilibre budgétaire				
Versements des revenus consacrés au Fonds des générations	-3 428	-3 955	-4 546	●
Solde budgétaire avant utilisation de la réserve de stabilisation	-1 656	-1 277	-1 413	▲
Utilisation de la réserve de stabilisation	927	–	–	●
Solde budgétaire	-729	-1 277	-1 413	▲

● Plausibles

▼ Plausibles, avec risque que les dépenses soient moins élevées

▲ Plausibles, avec risque que le surplus et le solde budgétaire s'améliorent